

Dossier



Conséquences d'une intervention militaire américaine en Iran Risques du statu quo

*L'étude dont le texte suit a été réalisée par un groupe de travail du Club des Vigilants, animé par **Jacques Andréani**. Etienne Copel, François Nicoullaud et Marc Ullmann sont membres de ce groupe et plusieurs autres personnalités, dont un économiste de renom, ont apporté leur concours. Rappelons que Jacques Andréani a été ambassadeur de France à Washington, que François Nicoullaud a été ambassadeur de France à Téhéran, que le général Etienne Copel est vice-président du Haut comité français pour la Défense civile et que Marc Ullmann dirige les études du Club des Vigilants. **Meriem Sidhoum Delahaye***

Note liminaire

Au moment où nous présentons cette étude, il pourrait sembler que l'éventualité d'une initiative des Etats-Unis visant à résoudre par la force armée le conflit qui oppose l'Iran au Conseil de Sécurité et au Conseil de l'Agence Internationale de l'énergie atomique ainsi qu'à la majorité des pays membres de ces deux instances, s'éloigne quelque peu. Nous pensons néanmoins que, comme on le dit parfois à Washington, « l'option reste sur la table », car les partisans d'une telle opération, aux Etats-Unis ou en Israël, n'y ont nullement renoncé, et qu'ils attendent un moment favorable. C'est pourquoi, en raison de la gravité des conséquences qu'entraînerait pour le monde une tentative pour donner à cette crise un solution militaire, nous avons estimé nécessaire de porter les considérations ci-dessus à la connaissance de l'opinion dans différents pays, en particulier aux Etats-Unis. **J.A**

* *
*

Nous nous proposons ici d'évaluer les risques qu'entraînerait une attaque américaine contre l'Iran. La gravité de ces risques est reconnue même par les partisans d'une telle opération. Mais ils n'y renonceront pas si l'on ne répond pas à l'argument selon lequel la continuation du programme nucléaire de l'Iran, en l'absence d'une action déterminée destinée à le contrer, pourrait avoir des conséquences pires encore. Une attaque contre l'Iran rendrait le monde plus dangereux ? Certes, diront-ils, mais l'Iran n'est-il pas sur le point de rendre le monde plus dangereux de toutes façons ? Cette question se décompose en deux autres : D'une part, l'acquisition d'un armement nucléaire par l'Iran constituerait-elle un danger ? Deuxièmement, des moyens pacifiques existent-ils pour l'éviter ? Après avoir répondu à ces deux questions, nous nous pencherons sur les conséquences probables d'une option militaire.

A/ En quoi la bombe iranienne serait un danger ?

Il convient à notre avis de laisser de côté l'idée rassurante selon laquelle les dirigeants iraniens, comme ils le déclarent, n'assigneraient pas de finalité militaire à leur recherche et à leur industrie nucléaires. Ce n'est pas un sujet sur lequel on peut prendre les déclarations de bonne volonté pour argent comptant. Les filières qui permettent l'utilisation pacifique de l'atome sont aussi les mêmes qui peuvent mener à son usage militaire. C'est vrai notamment de l'enrichissement de l'uranium.

Certains disent que l'Iran ne se donne pas pour but la fabrication de la bombe, mais seulement l'acquisition d'une capacité à partir de laquelle il pourrait la produire. Le Traité de Non Prolifération n'entre pas dans de telles nuances. Il parle de façon binaire d'acquiescer ou de ne pas acquiescer l'arme. Ajoutons que l'Iran a dans le passé dissimulé des programmes à l'Agence Internationale de l'Energie Atomique et que, selon certains, il aurait travaillé sur la configuration de têtes nucléaires. Ces faits, dont l'ampleur est incertaine, fondent aux yeux de beaucoup une suspicion légitime des intentions iraniennes. En outre, pour l'opinion internationale, le langage radical du Président Ahmadinejad et notamment sa rhétorique concernant la négation de la Shoah et la disparition inéluctable d'Israël ne parlent pas en sa faveur.

Il nous semble donc sage de prendre pour hypothèse que le programme nucléaire iranien a parmi ses motivations l'acquisition de l'arme nucléaire.

Il est vrai que l'arme que les Iraniens pourraient fabriquer en quelques années serait lourde et difficile à utiliser, comme était la bombe d'Hiroshima. Des années seraient nécessaires pour passer à la tête miniaturisée portée par un missile. Donc il n'y aurait rien d'urgent.

Mais l'explosion expérimentale d'un engin iranien, si rudimentaire soit-il, entraînerait immédiatement quatre conséquences. La première serait l'effet de prestige et d'intimidation, qui se produirait indépendamment des propriétés militaires de l'arme. La deuxième serait le sentiment éprouvé en Israël d'une menace incommensurable, sentiment qui pourrait produire des réactions difficiles à contrôler. La troisième serait l'exemple donné à des pays, en particulier au Moyen Orient, qui pourraient se lancer dans un programme militaire, et qui s'en sont abstenus. Enfin, l'Iran serait réputé puissance nucléaire militaire contrevenant au TNP. Un point de non retour serait atteint. L'Iran n'aurait plus rien à perdre. Il quitterait sans doute le TNP, s'il ne l'avait pas déjà quitté, et en tous cas refuserait tout contrôle. L'évolution ultérieure de son programme échapperait à l'AIEA.

Autrement dit, une puissance nucléaire est une puissance nucléaire, quelle que soit la nature de son arsenal. Avec le premier essai nucléaire, une grande partie des effets attendus se produisent, en tout cas la plupart des effets politiques.

Troisième échappatoire : celle qui consiste à dire que l'Iran n'emploierait pas sa bombe contre Israël, parce que, s'il le faisait, il serait instantanément vitrifié. C'est l'évidence ; les dirigeants de Téhéran ne sont pas suicidaires à ce point. Mais l'arme nucléaire est une arme, non d'attaque, mais de dissuasion. A l'abri de cette dissuasion, l'Iran pourrait déstabiliser la région et asseoir son hégémonie. De plus, la bombe iranienne pourrait renforcer l'idée qu'il est impossible de faire accepter Israël dans la région et

qu'à long terme il faudra bien se résoudre à sa disparition en tant qu'Etat, idée propagée, justement, par Ahmadinedjad.

Les autres arguments utilisés pour souligner les dangers d'un Iran nucléaire sont plus douteux : l'imprévisibilité du régime, ses liens avec des organisations terroristes. De là à dire qu'une arme nucléaire iranienne pourrait être actionnée en dehors d'une décision de la haute direction politique et religieuse, ou qu'elle pourrait être rétrocédée au Hezbollah, il n'y aurait qu'un pas. Un pas hasardeux. L'Etat iranien paraît solide ; le transfert de l'arme atomique à des groupes terroristes semble un excès extravagant de « politique-fiction ».

La possession de l'arme nucléaire par l'Iran accroîtrait les tensions déjà aiguës dont souffre le Moyen Orient. Elle renforcerait les dirigeants identifiés avec la lutte contre l'Ouest, les Etats-Unis et Israël. Elle déstabiliserait les régimes arabes favorables à l'Ouest, les poussant, soit à former bloc autour de l'Arabie Saoudite, soit au contraire à se placer sous la tutelle de Téhéran.

L'accession de l'Iran à la capacité militaire nucléaire inciterait très probablement plusieurs Etats à se doter d'un armement atomique. On peut penser à l'Arabie Saoudite et sans doute à l'Egypte. Cette contagion serait désastreuse pour le régime de non-prolifération.

Ainsi la bombe iranienne porterait à leur maximum les tensions et les tentations.

B/ Hors d'une action militaire, des moyens existent-il pour éviter l'acquisition d'un armement nucléaire par l'Iran ?

Ces moyens existent. Ils sont de deux ordres, celui du « containment » et celui de la négociation.

Le « containment » vise à rendre plus difficile l'exécution du programme nucléaire et à inciter l'Iran à se plier aux injonctions de l'AIEA et du Conseil de Sécurité. Certaines de ces sanctions résultent de résolutions du Conseil de Sécurité, adoptées en 2006 et 2007, d'autres ont été prises unilatéralement par les Etats-Unis, l'Union Européenne et d'autres Etats. La plupart des sanctions américaines sont liées, non seulement à la question nucléaire, mais aussi à l'ensemble du contentieux entre les deux pays. L'Union Européenne a adopté des sanctions qui complètent celles de l'ONU et elle discute d'autres mesures.

Ces dispositions ne peuvent pas à elles obliger le régime de Téhéran, à modifier sa politique. D'un autre côté, il est faux de dire qu'elles sont inopérantes. Elles créent des goulots d'étranglement par la limitation des transactions financières, des transferts de technologie et de l'importation de matériels de pointe. Surtout elles créent un sentiment d'incertitude, les investisseurs craignant, non seulement les sanctions existantes, mais celles qui pourraient suivre. Ainsi l'Iran, qui a le plus grand besoin de moderniser son industrie pétrolière, d'exploiter ses réserves de gaz naturel et de développer ses capacités de raffinage, a le plus grand mal à trouver les concours indispensables.

Une politique plus punitive pourrait-elle être efficace ? La marge disponible pour un durcissement est infinitésimale. Il est remarquable que la Russie et la Chine aient voté deux fois en faveur des sanctions. Il est douteux qu'elles aillent beaucoup plus loin. Les Etats-Unis peuvent aggraver leurs sanctions

nationales. Mais les Iraniens chercheront à les contourner, et sans doute y réussiront-ils, surtout dans le cas où l'unanimité des cinq membres permanents ne survivrait pas à l'intensification des pressions américaines.

Les sanctions ne sont pas une fin en soi. Elles visent à faire comprendre aux autorités de Téhéran qu'elles paient un prix trop élevé pour leur attitude actuelle et qu'elles se trouveraient mieux si elles en changeaient. On en arriverait alors à l'idée d'une négociation, dont un élément serait la levée des sanctions, un autre étant le règlement des désaccords entre l'Iran et l'AIEA. En dehors de ces deux chapitres, la discussion pourrait porter sur les relations américano-iraniennes et divers aspects de la situation au Moyen Orient.

Une telle négociation ne serait pas très différente de celle qui a été menée de 2003 à 2005 par l'Iran avec la France, le Royaume Uni et l'Allemagne – ni de celle qui avait été entamée en 2006 lorsque les Etats-Unis s'étaient joints à ces trois pays pour présenter une offre commune. Cette négociation de 2006 n'est d'ailleurs pas morte. Nul n'en a acté la fin et elle pourrait reprendre à tout moment. Le dernier épisode avait été la proposition conjointe des membres permanents et de l'Allemagne, que l'Iran n'avait ni rejetée ni acceptée.

La négociation a buté sur l'enrichissement de l'uranium. Pour les Iraniens, puisque le TNP garantit l'accès à l'énergie nucléaire pacifique, tout pays signataire a le droit d'enrichir l'uranium pour une telle utilisation. **Les auteurs de la proposition estiment qu'ils peuvent s'opposer à la pratique de l'enrichissement par l'Iran comme contraire aux objectifs du Traité, quitte à chercher une méthode qui lui permette de bénéficier de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire sans recourir lui-même à l'enrichissement. Une telle méthode existe.** Par exemple, la Russie a proposé d'enrichir sur son territoire et de livrer à l'Iran l'uranium dont celui-ci aurait besoin pour son programme civil. D'autres formules partant du même principe sont imaginables.

En allant plus loin à la rencontre des positions iraniennes, **on pourrait imaginer la reconnaissance du droit à un enrichissement sous contrôle renforcé de l'AIEA dans le cadre d'un accord taillé sur mesure**, son exercice étant limité quant aux quantités et/ou assorti d'un moratoire, justifié par le fait que le besoin d'enrichissement ne sera établi qu'à un stade futur du développement iranien.

Les Occidentaux ont posé comme condition préalable aux discussions la cessation par l'Iran de ses activités d'enrichissement, voire son arrêt effectif. Les Iraniens ont ainsi pu leur reprocher de placer en préalable ce qui devait être l'un des aboutissements des pourparlers.

L'autre raison de l'impasse tient aux rapports entre les Etats-Unis et l'Iran. Le « paquet » offert à l'Iran par les Six n'était pas suffisant pour persuader Téhéran que le « changement de régime » n'était plus à l'ordre du jour à Washington. L'Iran ne se sent pas à l'abri d'actions hostiles des Américains.

L'Amérique acceptera-t-elle de mener une discussion avec l'Iran sur un large éventail de sujets ? Tout serait mis sur la table : la conduite « impérialiste » de Washington et les interférences de l'Iran au Moyen-Orient. Quelque chose sortirait peut-être de ce déballage. Il nécessiterait une atténuation du langage de part et d'autre.

Pour les Iraniens, le principal intérêt d'une négociation réside dans un dialogue officiel avec les Etats-Unis dans le but de parvenir à un accord comportant des avantages réciproques. **L'idée des Iraniens sera qu'une négociation s'engage et qu'elle dure. Les Américains presseront pour une conclusion. Ils craindront de se laisser enfermer dans un processus sans issue, que les Iraniens prolongeraient à plaisir pour retarder le moment de nouvelles sanctions.** Il y a donc probablement un moment où, du point de vue américain, l'usage de la force retrouverait sa raison d'être.

C/ Les risques d'une intervention militaire

Une opération militaire atteindrait-elle ses buts ?

Une action militaire des Etats-Unis viserait à éliminer ou à retarder le programme nucléaire iranien ; à conforter l'emprise militaire et politique américaine sur le Moyen Orient ; à dissimuler ou à compenser l'échec des Etats-Unis en Irak ; à assurer la sécurité d'Israël.

L'idée plus grandiose selon laquelle en attaquant l'Iran les Américains obtiendraient ce que la guerre en Irak ne leur a pas donné, c'est-à-dire un progrès vers un Moyen Orient démocratique, est si éloignée des réalités qu'elle vaut à peine d'être mentionnée. Le rêve des néo-conservateurs est bien mort.

Une attaque américaine pourrait avoir pour but, soit de détruire ou retarder le programme nucléaire, soit, au-delà de cet objectif, à provoquer une situation de chaos permettant le renversement du régime.

L'objectif du changement de régime est difficile à atteindre par des moyens militaires. Les spécialistes soulignent en effet que des bombardements ne peuvent par eux-mêmes entraîner un tel résultat, qui exigerait l'introduction de forts contingents terrestres, ce qui semble irréalisable en raison de la faiblesse des disponibilités américaines en effectifs. A défaut, on pourrait imaginer un appui plus ou moins caché à des actions locales d'opposants politiques ou de minorités ethniques.

L'opération consisterait donc à bombarder par bombes et missiles. Ces actions viseraient à coup sûr la destruction des installations nucléaires : soit l'ensemble de ces installations, soit seulement certaines d'entre elles. Même de telles opérations, que l'on qualifierait sans doute de « ciblées », supposeraient probablement que l'on détruise au préalable tout ce qui pourrait servir à gêner les frappes ou à y riposter : défense aérienne, centres de transmission et de commandement, batteries de missiles défensifs ou offensifs, voire installations militaires en général et administrations liées à la défense.

En gros, le tableau serait celui d'une campagne de frappes aériennes de vaste portée, s'étendant sur plusieurs semaines et visant quelques centaines de cibles. Avec les « dégâts collatéraux » que l'on peut imaginer.

Selon une version, les attaques aériennes s'étendraient à des objectifs tels que production d'électricité, ports et terminaux pétroliers, ponts et routes, industries, ou à des cibles administratives ou politiques, ainsi qu'il a été fait en 1999 en Serbie.

On peut aussi penser à des bombardements plus limités, dans le cas où des hésitations et des désaccords dans le camp américain se solderaient par une demi-mesure, les partisans de la manière forte se trouvant empêchés de procéder à une opération de vaste ampleur, mais tenant tout de même à donner une sorte de coup de semonce pour montrer qu'ils ne se résignent pas.

Il y a aux Etats-Unis une discussion sur la faisabilité d'une destruction par bombardement des installations nucléaires, dont certaines sont enterrées profondément.

L'Etat d'Israël, qui pousse les Etats-Unis à agir, jouerait-il un rôle direct ? Si les Etats-Unis étaient décidés à attaquer, ils n'auraient peut-être pas intérêt à avoir les Israéliens avec eux. En revanche, s'ils hésitaient et qu'ils aient besoin d'un prétexte, on peut imaginer un engrenage organisé d'avance, qui enchaînerait des bombardements israéliens limités, suivis, après d'inévitables ripostes iraniennes, par une campagne américaine de grande ampleur destinée à protéger Israël. Une autre version, à vrai dire moins plausible, serait, en l'absence d'un scénario préparé, un engrenage entraînant les Etats-Unis à la suite d'une initiative indépendante d'Israël.

Quoi qu'on pense de la possibilité de détruire les installations enterrées, une campagne de bombardements pourrait endommager très gravement le programme nucléaire. Celui-ci ne serait pas définitivement éliminé, mais il prendrait longtemps à reconstruire et la mise au point éventuelle d'une arme atomique serait retardée d'autant. Les destructions « collatérales » nécessiteraient également un immense effort de reconstruction.

C/ Conséquences d'une intervention militaire

Notre avis est que, quelle que soit la puissance militaire américaine, une attaque contre l'Iran déclencherait des ripostes locales non négligeables, qu'elle provoquerait en Iran même des évolutions exactement contraires à celles escomptées, et qu'elle aurait des effets gravement négatifs sur la situation dans l'ensemble du Moyen Orient, sur l'équilibre politique mondial et sur l'économie internationale

Possibilités de riposte militaire

Contre une campagne de bombardements massifs, les défenses iraniennes seraient inopérantes. Mais ce qui doit attirer l'attention, c'est la capacité de l'Iran de conduire rapidement des opérations de représailles.

Sur le plan militaire, les capacités de riposte propres à l'Iran sont vulnérables, mais elles pourraient survivre en partie. Ne subsisteraient sans doute pas les fusées à longue portée, dont les sites de lancement seraient anéantis par les bombardements, mais les Iraniens pourraient activer des moyens d'attaque plus petits, nombreux et impossibles à éliminer d'un coup : des bateaux de petite taille, pouvant attaquer des cibles navales ou terrestres dans la région, et des roquettes. Les petits Etats du Golfe, si proches de l'Iran, sont de véritables magasins de porcelaine, dans lesquels les Iraniens feraient des dégâts. L'Arabie saoudite aurait des raisons de s'inquiéter pour la sécurité de ses installations pétrolières. Les dirigeants des Emirats Arabes Unis s'attendent à des représailles iraniennes dans l'hypothèse que nous envisageons. Quant au théâtre irakien, où déjà les combattants qui

affrontent les forces américaines reçoivent une aide dispensée sous le contrôle, soit du gouvernement iranien, soit de certains éléments activistes - par exemple les Pasdarans – il ne serait pas difficile de renforcer cette assistance.

S'ajoute à cela l'action éventuelle du Hezbollah contre Israël, contre des cibles américaines et des pays qui suivent la politique de Washington. Le Hamas pourrait aussi se joindre à la partie.

Donc les représailles militaires seraient possibles et, sans en exagérer l'importance, elles devraient être prises en compte.

Conséquences humaines et politiques en Iran

Même une analyse qui se veut froide et dépassionnée ne peut ignorer l'aspect humain des hypothèses qu'elle envisage. **Après les malheurs de la guerre prolongée avec l'Irak, après les difficultés matérielles qui sont sans doute principalement imputables au régime, mais que celui-ci rejette sur les sanctions, des attaques aériennes aux « dommages collatéraux » nécessairement meurtriers et contre lesquelles la population civile se trouverait sans défense porteraient à l'incandescence des sentiments de colère et de haine.**

C'est dire que, sur le plan politique, l'« option militaire » serait le contraire d'une solution. **Une attaque, si puissante soit-elle, ne provoquerait sans doute pas l'effondrement du régime, mais lui offrirait au contraire la possibilité de renforcer son emprise sur la population.** Le pays serait affaibli, mais rien n'indique qu'il s'effondrerait. A court terme sa dangerosité et ses ambitions régionales connaîtraient une éclipse, mais le redressement qui ne manquerait pas de se produire à la longue se ferait sous le signe d'un désir aigu de revanche.

Conséquences politiques dans la région

Les stratèges de Washington devraient s'attendre à des réactions politiques fortes dans l'ensemble du Moyen Orient. Le moins que l'on puisse dire est que cette région ne manque pas de foyers de tension, et le ressentiment contre l'Amérique est largement répandu. Une opération militaire contre l'Iran conduirait de façon spontanée à une exacerbation de ces sentiments. Au-delà du spontané, un Iran sous attaque n'aurait pas de mal à souffler sur les braises. L'Irak est intimement lié à l'Iran. Contrairement à ce que croient sans doute les partisans américains de la manière forte, **l'affaiblissement du pouvoir iranien à la suite d'une attaque américaine ne faciliterait pas les choses, ni pour la gestion déjà difficile de la situation irakienne, ni pour le gouvernement à majorité chiite que les Etats-Unis ont constitué.** On peut même imaginer qu'en présence d'une action américaine contre l'Iran, les gouvernants irakiens mis en place par les Américains décident de démontrer qu'ils ne sont pas des marionnettes et qu'ils se mettent à réclamer le départ des forces des Etats-Unis.

D'autre part, l'attaque américaine placerait les importantes minorités chiites en Arabie saoudite et dans les petits pays du Golfe dans un état de révolte, dont l'Iran pourrait tirer parti pour affaiblir les gouvernements de ces pays.

Pour ce qui est de ces gouvernements, pris entre le soutien à l'Amérique et les sentiments du public, ils seraient condamnés à plus d'ambiguïté encore ; une ambiguïté difficile à gérer en présence de dilemmes embarrassants, concernant notamment l'utilisation éventuelle de leur territoire ou de leur espace aérien. Il leur faudrait peut-être protester contre l'usage de la force par l'Amérique tout en souhaitant secrètement son succès.

L'Égypte et le Pakistan seraient à surveiller tout spécialement. Une action de guerre contre l'Iran fragiliserait encore davantage Hosni Moubarak, qui déjà trace tant bien que mal un cours politique en complète opposition avec les aspirations d'une partie sans doute majoritaire de la population égyptienne. Quant au Pakistan, puissance détentrice de l'arme nucléaire, un renversement brutal de la situation, débouchant sur l'arrivée au pouvoir de dirigeants décidés à se joindre aux mouvements hostiles à l'Occident, provoquerait l'inquiétude, voire l'angoisse.

Conséquences économiques

Une attaque américaine contre l'Iran se traduirait par une augmentation des dépenses militaires américaines que l'on pourrait estimer entre 50 et 100 Mds\$, soit 0,3 à 0,6 % du PIB américain, dans l'hypothèse d'attaques concentrées dans le temps. Cette augmentation creuserait le déficit budgétaire aux Etats-Unis, ce qui stimulerait à court terme l'activité et l'inflation. Elle creuserait aussi le déséquilibre des paiements courants américains et affaiblirait le dollar. Dès lors qu'il n'y aurait pas ou peu d'opérations au sol, ces effets seraient toutefois limités.

Mais la principale conséquence concernerait le prix du pétrole, qui atteindrait de nouveaux sommets, opérant un fort prélèvement sur la demande globale. En outre, alors que les opérations militaires devraient être de courte durée en l'absence d'opérations au sol, le choc pétrolier serait bien plus durable. Un choc pétrolier d'une ampleur équivalente au choc actuel (+ 80 \$ par baril) opérerait un prélèvement de l'ordre de 4% du PIB mondial, en partant de l'hypothèse d'une consommation de pétrole de 87,5 millions de barils par jour. Le coût macro-économique ex post, après prise en compte des effets dépressifs de ce choc sur l'économie mondiale, serait d'un ordre de grandeur équivalent, voire supérieur. La consommation, les investissements et l'emploi seraient affectés. A horizon de deux ou trois ans, cela signifierait une stagflation de l'économie mondiale.

Toutefois, ce coût en montant absolu des attaques américaines n'est pas représentatif de leur coût économique dans la mesure où, en l'absence d'attaques, nos économies auraient néanmoins à supporter le coût des mesures de sanction sur une période relativement longue. Il est relativement difficile d'anticiper les conséquences économiques d'une politique de sanctions, dans la mesure où elles dépendraient de la sévérité de cette politique. Or, une stratégie de « containment », qui mobiliserait 30.000 hommes, 30 vaisseaux et 200 avions pour interdire effectivement le ciel et la mer entourant l'Iran et qui comporterait des sanctions économiques susceptibles de réduire significativement les livraisons de pétrole de l'Iran, pourrait avoir un coût macro-économique élevé, de l'ordre de 1 à 2% du PIB mondial. Le coût net d'attaques américaines doublerait donc, voire quadruplerait, le coût d'une stratégie de « containment » poursuivie sur longue durée.

A l'impact négatif direct sur l'activité s'ajouteraient des effets indirects. Les troubles politiques accroîtraient l'inquiétude.

Conséquences sur l'équilibre politique mondial

Un nouveau recours à la force au Moyen Orient de la part des Etats-Unis introduirait inévitablement des difficultés entre eux et leurs alliés européens, qui seront réticents quant à l'usage de la force, même s'ils partagent les appréhensions de Washington au sujet de la politique actuelle de l'Iran. En cas d'attaque américaine, la Russie et la Chine, mal récompensées de l'attitude responsable qu'ils ont maintenue dans les années récentes dans la question nucléaire iranienne, prendraient certainement leurs distances avec les Etats-Unis et donneraient même peut-être quelques signes de soutien à l'Iran.

Assaillis de critiques de toutes parts et engagés dans une nouvelle aventure militaire aux risques considérables et aux perspectives pour le moins incertaines, les Etats-Unis souffriraient de nouveaux dommages sur le plan de leur image et de leur influence. La Russie, et surtout la Chine, ne pourraient qu'y gagner.

Pour beaucoup, dans les pays du Sud, l'impression qui serait créée serait celle d'une tentative pour défendre, par un recours unilatéral aux armes, un système injuste fonctionnant au bénéfice des puissances occidentales. Et, de fait, la controverse autour des ambitions de l'Iran en matière nucléaire est un microcosme dans lequel on peut voir, en réduction, tout le problème d'une future gouvernance mondiale. Nous sommes dans un ordre défini en 1945. Cet ordre est, par certains aspects, inégalitaire, et le sentiment se répand qu'il est de surcroît géré de façon particulièrement injuste sous l'autorité des nations qui en profitent le plus. Cette remarque ne signifie pas que cet ordre doit faire place à l'anarchie, ou que toute disposition présentant des éléments inégalitaires soit nécessairement à rejeter. La notion de non-prolifération des armes nucléaires, par exemple, peut être considérée comme reconnaissant une inégalité dont le maintien est souhaitable. Mais il est normal de poser des questions : « Pourquoi Israël et pas nous ? » « Les puissances nucléaires n'ont-elles pas oublié leur engagement de négocier de bonne foi pour le désarmement nucléaire et, à terme, l'élimination de ces armes ? » Ces questions en rejoignent d'autres, sur la non exécution des décisions du Conseil de Sécurité, sur le « double standard » qui exonère certains Etats des obligations qui incombent à d'autres. Questions auxquelles il faudra bien répondre si l'on veut définir un nouveau système mondial. Or beaucoup jugent que, particulièrement au cours des dix dernières années, les Etats-Unis se sont peu souciés de tenir compte de ces interrogations, et que, si les Européens s'en sont préoccupés, c'était avec timidité et sans esprit de suite. **Si demain, les Etats-Unis s'autorisaient d'inquiétudes, même réelles, et de provocations, si exaspérantes qu'elles soient, de la part des responsables iraniens, pour recourir à la force alors que la voie pacifique est encore ouverte, ils manqueraient gravement aux responsabilités qui sont les leurs au moment où s'ouvre pour eux une nouvelle ère politique.**